

part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux ; Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la reconstitution de la flotte marchande* [6 mai 1951] (p. 4734) ; Art. 2, MARINE MARCHANDE, Chap. 9600 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la reconstitution de la flotte de commerce* [9 mai 1951] (p. 4879, 4880) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Pensions des inscrits maritimes)* [11 mai 1951] (p. 5082). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

HELLEU (M. Yves), *Député de l'Allier*.

Son décès est annoncé à l'Assemblée [28 novembre 1946] (p. 4).

HÉNAULT (M. Pierre), *Député de la Manche*.

Son élection est validée [3 novembre 1949] (p. 5954). = — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [7 décembre 1948] (p. 7390), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950], (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [7 décembre 1948] (p. 7390), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6218. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir un délai pour le **payement du deuxième tiers provisionnel des**

impôts, n° 7153. — Le 31 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à amnistier certains contribuables assujettis au paiement de l'impôt de solidarité et à limiter les recours de l'administration en matière de paiement de cet impôt, n° 7302. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier et 4 de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 ainsi que l'article 25 du Code des contributions indirectes, n° 7576. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines infractions en matière de contributions indirectes et de service des alcools, n° 7602. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à autoriser la fabrication, l'offre et la consommation de tous les apéritifs à bas degré alcoolique, n° 7641. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le **Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1948 concernant le statut du fermage, n° 8338.** — Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux étudiants ayant résilié leur sursis d'être incorporés immédiatement, n° 8499. — Le 25 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la ville de Cherbourg un secours d'extrême urgence de 50 millions pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et de l'inondation survenus dans la nuit du 24 au 25 novembre 1949, n° 8507. — Le 21 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la taxe de l'habitat les propriétaires d'immeubles sinistrés et reconstruits, n° 8801. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à créer des sociétés coopératives familiales scolaires autorisées à emprunter pour construire ou réparer les bâtiments scolaires, n° 9732. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme, n° 10073. — Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de résolution : 1° de MM. Desjardins, Joseph Laniel et de Sesmaisons tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes **mesures utiles pour faciliter la vente, le transport, la transformation et l'exploitation des**